

Les défis de la commercialisation des produits de la mer à Fidji

Aliti Vunisea¹

À Fidji et dans d'autres pays insulaires océaniques, la commercialisation des produits de la mer est en voie de devenir l'une des principales occupations des femmes, qui mettent ainsi à profit les compétences en matière de planification et de gestion budgétaire qu'elles ont acquises en tant que responsables du foyer. La commercialisation ne consiste pas simplement à s'asseoir au marché à côté d'un tas de mollusques ou de crustacés, ou d'un chapelet de poissons. Il s'agit d'un travail ardu qui nécessite des compétences en matière de valorisation ou de conservation des produits de la pêche, et pour lequel il faut exploiter une série de réseaux et de processus pour faire en sorte que les produits arrivent au marché. Il y a un peu plus de dix ans, Ram (1993) faisait remarquer "que les planificateurs supposent que seuls les hommes participent activement à tous les aspects de l'industrie de la pêche, tandis que les femmes pêchent essentiellement pour nourrir leur famille, tout en s'occupant du ménage et de leurs enfants. Les femmes deviennent ainsi les "pêcheurs invisibles" qui ne figurent pas dans les statistiques des pays insulaires. Malheureusement, aucun progrès notable de la situation de la femme n'a été observé dans la région depuis lors.

De nos jours, les femmes investissent de nouveaux domaines liés à la pêche, en exerçant les fonctions de capitaine à bord de palangriers thoniers (notamment à Tahiti), ou ont rompu avec la tradition, en travaillant parfois aux côtés des hommes dans les ports et pour l'industrie de la pêche hauturière (à Fidji et aux Îles Salomon, par exemple). En outre, certaines femmes pratiquent maintenant des activités de pêche autrefois dominées par les hommes, telles que la pêche d'holothuries en plongée et la pêche au large à partir d'embarcations non pontées. Toutefois, les progrès techniques peuvent-ils accroître la présence des femmes dans le secteur de la pêche ? Pour comparer l'évolution de la participation des hommes et des femmes à ce secteur, il faut tenir compte non seulement des progrès techniques, tels que ceux qui concernent les engins de pêche, mais aussi des changements se rapportant à l'importance accordée à la pêche, aux tendances observées, ainsi qu'à l'incidence de ces facteurs sur les rôles de chacun des sexes. La plupart des obstacles et des inconvénients qui nuisaient à la pleine participation des femmes au développement de la pêche il y a dix ans existent toujours aujourd'hui. Les normes et attitudes culturelles et sociales expliquent en partie le rôle passif que jouent encore les femmes dans la société, et leur rôle subordonné aux côtés des hommes dans presque tous les aspects du développement de la pêche.

Des études sur la pêche vivrière à Fidji ont fait état du caractère capital de cette activité et, en particulier, de l'énorme contribution des femmes (Rawlinson *et al.*, 1997 ; Veitayaki, 1998 ; Vunisea, 1996). Une enquête sur la pêche vivrière et artisanale dans les régions rurales de Viti Levu (Rawlinson *et al.*, 1997) a révélé que 99,3 % des ménages interrogés consomment des produits de la mer une fois par semaine. Il s'agit principalement des habitants des villages côtiers du pays, plutôt que ceux des villages de l'intérieur des terres. Cette forte dépendance à l'égard des produits de mer ne devrait guère surprendre, compte tenu du mode de subsistance que pratiquent toujours les habitants des zones semi-urbaines et rurales de l'archipel. Parmi la population interrogée, les femmes fidjiennes d'âge adulte (45,3 %) étaient les plus actives, tandis que les femmes adultes d'origine indienne étaient celles qui pêchaient le moins. Cela peut s'expliquer par le contexte culturel propre à Fidji, où les femmes indo-fidjiennes participent dans une certaine mesure aux préparatifs et aux activités de valorisation des produits de la pêche, sans toutefois prendre part à la pêche proprement dite, et où, dans le cas des femmes fidjiennes, la pêche constitue un véritable mode de vie dans les villages. Malgré les preuves documentaires attestant du taux élevé de participation des femmes, celles-ci jouent encore un rôle marginal dans le développement de la pêche.

La présente étude a surtout porté sur Viti Levu ; toutefois, les tendances qu'on y observe dans le domaine de la pêche ne diffèrent guère de celles s'appliquant à d'autres îles fidjiennes. En outre, il se peut que les efforts déployés en matière de commercialisation soient moins importants à Vanua Levu et dans d'autres régions du pays, qu'à Viti Levu. Une étude portant sur ces îles, où les pêcheurs n'ont pas accès aux principaux marchés du pays, pourrait révéler des tendances et des priorités bien différentes par rapport au reste de l'archipel. Dans ces endroits, la pêche demeure principalement une activité saisonnière, sporadique et de nature très souple.

Jusqu'en 2000, les estimations relatives à la pêche de subsistance aux Îles Fidji étaient encore basées sur les données issues d'une enquête menée en 1978 par le Service des pêches, données auxquelles ont été ajoutées 200 tonnes par an pour tenir compte de la croissance démographique. Compte tenu du manque de chiffres et de données précises sur la valeur de la pêche vivrière, il est impossible de procéder à la ventilation des activités particulières de subsistance et de semi-subsistance entre-

1. Chargée de la pêche en milieu communautaire, CPS, BP D5, 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie. Courriel: AlitiV@spc.int

prises à l'échelle des villages. De ce fait, la participation des femmes au secteur de la pêche continuera de relever de la catégorie des activités informelles ou non rémunérées, ce qui en réduit ainsi la valeur. Toutefois, les activités des femmes dans ce secteur continuent de croître rapidement, les autorités déployant très peu d'efforts pour assurer leur suivi. Les programmes et politiques du Service des pêches visent de plus en plus à réduire l'effort de pêche dans les zones côtières en dirigeant les pêcheurs vers le lagon extérieur et la haute mer. Cette approche n'a pas limité le rôle des femmes dans le secteur de la pêche, mais a plutôt eu pour effet de détourner l'attention de leurs activités, d'où le manque de données fiables sur celles-ci, et la rareté des enquêtes sociales et scientifiques sur le sujet.

Sur les marchés municipaux de Fidji, les produits de la mer sont disponibles toute l'année. À l'exception des espèces exploitées de façon saisonnière, la plupart des produits de la mer proviennent des villages de pêche ayant accès aux centres municipaux. Dans le cas du marché de Suva, par exemple, il s'agit notamment des villages côtiers et des communautés de pêche des provinces de Tailevu et de Rewa, les principales provinces dans les environs immédiats de Suva. Dans certaines communautés côtières, la pêche est pratiquée de manière plus intensive depuis 6 à 10 ans en raison de la forte demande des marchés et des consommateurs. Dans certains cas, l'ouverture de routes et l'accessibilité de moyens de transport vers des lieux de pêche ruraux ont entraîné l'exploitation intensive de ces derniers. C'est notamment le cas de la commercialisation des produits de la mer provenant du district de Muaivuso, situé juste en face de la péninsule de Suva. Au cours de la dernière décennie, la construction de routes a permis d'accroître la commercialisation et l'échange de divers produits de la mer.

Il n'est pas rare que des crabes, des poissons, et des mollusques et coquillages de taille inférieure à la norme soient vendus sur ces marchés. Les mesures visant tout particulièrement la participation des femmes au secteur de la pêche, et l'appauvrissement des ressources dans les zones qu'elles ciblent, sont presque inexistantes. Dans les endroits où des initiatives de gestion sont en cours, les femmes sont habituellement les personnes qui participent le moins et qui sont les moins bien informées. Les informations diffusées concernant l'appauvrissement des stocks, les menaces pesant sur les pêcheries, ou le besoin d'adopter des approches durables, atteignent les personnes qui sont déjà conscientes des problèmes, et non les utilisateurs des ressources en région rurale. Des expériences de travail vécues auprès des femmes dans des villages fidjiens révèlent qu'il est difficile de faire participer ces dernières à des projets en raison de leurs obligations sociales et traditionnelles. Lors des réunions et des formations communautaires, les femmes vaquent généralement aux tâches qui leur incombent au foyer et dans leur village, et s'occupent des visiteurs, manquant ainsi complètement les activités organisées. Ce faisant, elles n'ont pas l'occasion de se familiariser avec les questions et préoccupations en

matière de développement et de gestion, et leurs connaissances et compétences ne sont pas prises en considération dans le processus de prise de décisions.



Photo: Timoci Gaunawinaka

Vente de coquillages et d'autres invertébrés

Le manque de formation relative au développement de la pêche est en partie attribuable aux attitudes sociales et traditionnelles. Ainsi, lorsqu'on considère le rôle que jouent les femmes dans le secteur de la pêche, il n'est tenu compte que de leurs activités de collecte et de ramassage ; on ne reconnaît aucunement les compétences, les vastes connaissances et le savoir traditionnel qu'elles possèdent concernant les espèces, les habitats, les saisons et d'autres questions liées aux pêches. En fait, de manière générale, on sait encore peu de choses sur les connaissances techniques que possèdent les femmes autochtones qui pratiquent la pêche.

La vente de produits de la mer ne se limite pas aux marchés municipaux. Les femmes vendent également leurs produits en bordure de route, aux propriétaires de restaurants et de magasins, et aux villageois. Dans certains cas, les femmes reçoivent l'assistance d'enfants ou d'hommes. La distribution des prises est un concept qui ne leur est pas totalement étranger, puisqu'elles étaient autrefois responsables de l'échange de nourriture dans le cadre de systèmes de troc. De tels systèmes permettaient les échanges entre les villages côtiers et ceux de l'intérieur, notamment au cours de la saison de pêche de certaines espèces de poissons ou de mollusques et crustacés. L'échange de produits de la mer se pratique encore actuellement en fonction des liens de parenté, bien qu'à une petite échelle, en particulier entre les habitants de régions rurales côtières et leurs parents vivant en zone urbaine. La pêche vivrière favorise ainsi les opérations de pêche commerciales à petite échelle, ainsi que l'échange continu de produits de la mer entre les habitants de régions rurales et leurs parents vivant en zone urbaine.

Venant de tout le pays, les femmes traversent les provinces, villages et îles pour transporter leurs produits

aux principaux marchés de Viti Levu. Au marché de Suva, les vendeurs sont originaires de diverses provinces et communautés côtières. Une vendeuse de poisson interrogée à cet endroit (comm. pers., décembre, 2003) expliquait que son mari se rendait une fois par semaine à Vanua Levu, l'autre grande île de l'archipel, pour y acheter des produits de la mer. Les bœnitières et autres espèces qu'il achetait dans des villages du district de Bua étaient expédiés à Suva à bord du ferry inter-îles, puis vendus par cette femme au marché de Suva, chaque semaine du jeudi au samedi. Il ne s'agissait pas d'une activité isolée, d'autres personnes achetant également des produits des îles pour les vendre au principal marché urbain.



Photo: Timoci Gaumavinala

La vente de kai

Des vendeurs originaires de petites îles se rendent également à divers endroits de Viti Levu en bateau, puis gagnent Suva à bord d'un autocar ou d'un camion ouvert. En interrogeant des vendeurs des deux sexes au marché de Suva un samedi (comm. pers., décembre, 2003), on a constaté que les vendeurs de Moturiki et d'autres îles périphériques du groupe Lomaiviti, étaient arrivés la veille à Waidalice, un village de la côte est de Viti Levu. Ils ont ensuite été hébergés par des parents ou ont passé la nuit au marché, en attendant de vendre leurs produits (principalement des crabes de mer et de terre). Ainsi, la plupart des déplacements se font à partir du jeudi. Les femmes de Verata, Namara, Noco, Nakelo, Kaba et d'autres villages des alentours de Nausori, qui se trouvaient au marché de Suva, ont dit préférer ce dernier parce qu'il attire un plus grand nombre de clients et que l'on peut y obtenir des prix plus élevés, bien qu'il soit plus éloigné que celui de Nausori. Elles commencent à arriver au marché parfois dès le vendredi à minuit, pour s'assurer un emplacement de choix. Elles passent toute la nuit au marché de Suva, puis ne rentrent chez elles

qu'après avoir vendu leurs produits de la mer, généralement tard le samedi après-midi. Les femmes des villages se trouvant près des principaux marchés partent également tôt le matin afin d'obtenir un bon emplacement.

Les structures institutionnelles soutenant les activités de commercialisation des produits de la mer sont inexistantes, et la dynamique des marchés et des réseaux commerciaux est seulement connue des vendeurs qui les exploitent, tout comme les stratégies d'adaptation. Le transport des produits de la mer entre les îles et les villages est peu surveillé. Dans l'espoir de participer à l'économie de marché, les habitants des régions rurales exploitent des liens coutumiers et familiaux pour assurer le transport de leurs marchandises entre les îles. Bien qu'elles ne bénéficient d'aucun mécanisme de soutien officiel, ces activités connaissent un formidable essor parallèlement au développement d'initiatives plus officiellement structurées. Ces réseaux de transport et de commercialisation sont autant d'appuis pour les nombreuses femmes s'adonnant au commerce des produits de la mer.

De nombreux moyens et parcours sont utilisés pour assurer la distribution des produits de la mer aux îles Fidji. Les femmes des régions rurales ont réussi à pénétrer les marchés urbains, et celles des îles et des villages de l'ouest du pays vendent leurs produits dans l'est, et vice-versa. Ce commerce bilatéral porte aussi bien sur les produits de la mer que sur les fruits et autres cultures vivrières. Au cours de la saison des oranges, les oranges de l'est du pays inondent les marchés de l'ouest, alors que durant la saison des mangues, les mangues de l'ouest envahissent les marchés de l'est.

Le marché de Suva est régulièrement approvisionné en produits de la mer provenant de l'archipel des Yasawas, situé à l'ouest de Lautoka. Il s'agit notamment d'œufs de seiche, de poisson, d'algues marines et de bœnitières. Pour se rendre de Lautoka à Suva, il faut compter environ quatre heures à bord d'un minibus qui assure le service quotidien entre ces deux villes.



Photo: Timoci Gaumavinala

La vente d'oranges, de mangues et d'autres produits

Des femmes de l'archipel des Yasawas écoulent également leurs prises toutes les semaines sur le marché de Lautoka. Dans certains cas, celles qui vivent à Lautoka servent d'intermédiaires en commandant et en achetant des produits de la mer provenant de ces îles. Dans d'autres cas, les femmes de l'archipel des Yasawas conservent leurs prises et les transportent au marché de Lautoka, où elles les vendent tout en étant hébergées chez des parents. Les abondants produits de la mer proposés au marché de Lautoka, notamment les algues marines, les bénéitiers, les crabes et le poisson fumé, proviennent principalement de l'archipel des Yasawas. Le poisson est fumé en raison des piètres services de transport et des problèmes que posent les congélateurs. La plupart des femmes interrogées quittaient Yasawa le jeudi, puis vendaient leurs produits le vendredi et samedi avant de rentrer chez elles.



Photo: Timoci Gaunavina

En route vers le marché

À Labasa, sur l'île de Vanua Levu, du poisson frais est proposé presque tous les jours par les propriétaires de petites embarcations de pêche provenant de villages avoisinants et par les exploitants de bateaux commerciaux, des produits de la mer n'étant vendus par les femmes que le samedi. En raison de problèmes de transport, les femmes de la côte nord-est de Vanua Levu ne viennent au marché du village qu'une fois par semaine. Elles y vendent surtout du poisson fumé en raison du manque d'installations de réfrigération dans leurs villages. Elles proposent également des crabes, des mollusques et crustacés, des algues marines et d'autres produits de la mer.

Les femmes originaires d'Udu, qui sont les habituées du marché du week-end, se rendent au village à bord de l'autocar du matin et rentrent chez elles le jour même, à bord de celui de l'après-midi. La plupart des marchandes qui fréquentent le marché de Labasa quittent leur village le jeudi soir et dorment au marché même pour attendre l'arrivée des clients le lendemain matin. La plupart de ces femmes se déplacent avec leur famille.

Au village de Ba, dans l'ouest de Viti Levu, les femmes ne sont pas d'importants marchands de produits de la mer, mais elles peuvent être aperçues presque quotidiennement en train de plonger pour des moules d'eau

douce, qu'elles vendent par la suite au marché. Les femmes de Votua, par exemple, prennent l'autocar au petit matin pour se rendre au village et plongent pour des moules dans la section de la rivière Ba située le plus près de la ville. Les moules (*kai*) ainsi capturées sont apportées directement au marché pour y être vendues. Au village, les femmes sont largement tributaires des produits de la mer pour assurer leur subsistance, et ne s'adonnent à la vente de ceux-ci que dans le cas de certaines espèces et lors de saisons particulières. Par exemple, il est bien connu des habitants de Votua qu'à une certaine période de l'année, une multitude de crevettes tigrées remontent la rivière Ba à partir de la mer. Les villageois savent quand a lieu ce phénomène (lorsque les manguiers commencent à fleurir), et attendent le passage des crevettes, armés de leurs filets. Lorsque celles-ci arrivent, elles sont capturées par centaines, puis vendues, habituellement à partir du village à des acheteurs qui y viennent spécifiquement.

Au marché de Nausori, dans l'est de Viti Levu, les femmes des villages de l'intérieur vendent du "*kai*" presque quotidiennement. Des femmes de plusieurs villages de la province de Naitasiri se relaient pour en vendre au marché le week-end. Les huit villages ont conclu une entente selon laquelle le "*kai*" est vendu par les femmes de quatre villages une semaine sur deux. La collecte du "*kai*" a lieu presque tous les jours, tout comme sa vente.

Appui nécessaire de la part des institutions

Malgré leur participation croissante à la commercialisation des ressources, les femmes ne bénéficient d'aucun appui de la part des institutions. Elles n'ont accès à aucune facilité de crédit, ce qui les amène à faire de petits emprunts sans garantie auprès des magasins. Les possibilités de planification à long terme ou de développement financier sont donc limitées. Vunisea (1996) décrit les stratégies d'adaptation auxquelles ont recourus les femmes du village de Verata, aux Îles Fidji, pour faciliter leurs activités de pêche et de commercialisation. Les femmes utilisent des services et achètent des provisions et d'autres articles à crédit dans les magasins du village, dettes qu'elles remboursent une fois leurs produits vendus. Cela comprend les frais de transport au tombant externe du récif, les frais de transport par camion à la ville, et les droits de patente pour les produits qu'elles apportent au marché. Ces dépenses ne sont réglées qu'une fois les produits vendus. À la fin du marché, une fois tous les frais payés, le profit réalisé est maigre. Les femmes se trouvent ainsi prises dans un cercle vicieux qui les oblige à pêcher sans arrêt afin de rembourser les dettes qu'elles accumulent, sans toutefois, en définitive, réaliser de véritable profit. En outre, ce besoin de crédit contraint les femmes à vendre la plupart de leurs prises et à acheter de la viande bon marché et de la nourriture en conserve pour leur famille. Une dépendance accrue à l'égard des produits alimentaires de qualité inférieure occasionne des problèmes de malnutrition dans des régions où les ressources marines sont essentielles à la subsistance économique des habitants.

Dans le cas du village de Verata, les femmes se répartissent en divers groupes. Elles s'organisent dans le cadre

de ce groupe, payent les propriétaires de bateaux pour qu'ils les emmènent pêcher, et apportent leurs prises au marché à tour de rôle. Cette approche leur permet d'économiser du temps et de l'argent lorsqu'elles vont à la pêche et commercialisent leurs produits.

Le transport des villageoises au marché est non seulement assuré à des heures irrégulières, il se fait, dans la plupart des cas, dans des conditions dangereuses, les camions étant habituellement surchargés, et les normes de sécurité en vigueur n'étant pas respectées. Quant aux femmes de l'archipel des Yasawas et d'autres îles périphériques se déplaçant à Viti Levu, elles voyagent habituellement à bord de bateaux à moteur non pontés. À partir de ces villages côtiers ruraux, il faut parfois compter de six à huit heures de bateau et quatre ou cinq heures de camion pour se rendre au marché.

Pour obtenir un emplacement de choix au marché, les femmes partent tôt le matin, ce qui leur fait perdre du sommeil et manquer des repas. La plupart d'entre elles ne mangent pas pendant au moins une demi-journée pendant qu'elles tentent d'écouler leurs produits. En déployant des efforts soutenus à la pêche et au marché, les femmes risquent, avec le temps, de souffrir de malnutrition et d'autres problèmes de santé. Dans la plupart des cas, le temps accru qu'elles consacrent à la pêche et à la vente de leurs prises se traduit également par un effet néfaste sur la santé des membres de leur famille. Le plus souvent, les villageoises font appel à leurs sœurs ou à des femmes plus âgées pour s'occuper de leur famille lorsqu'elles s'absentent pour pêcher ou vendre leurs produits, ce qui fait de nouveau peser le fardeau de l'intensification des activités de pêche et de vente sur les femmes.



Photo: Timoci Gaunavivaka

**Obtenir un emplacement de choix :
le week-end, les femmes vendent leurs produits
à partir de leurs endroits habituels**

La vente n'est qu'un petit aspect de toute la dynamique globale de la commercialisation, les femmes ayant à prévoir le transport, l'hébergement, les cadeaux et les emplacements de vente, tout en veillant à la conservation de

leurs prises avant de quitter leur village. Comme il a été expliqué plus haut, les femmes paient la plupart des services qu'elles utilisent une fois leurs produits vendus. Elles exploitent des liens de parenté ou le principe du "*veivekani*" pour se faire héberger en région urbaine. La vente des produits, la fixation des prix et la réalisation d'un bénéfice sont autant de défis. Ces femmes doivent trouver le juste équilibre entre deux mondes, celui de leurs traditions et celui des exigences du marché moderne. On s'attend en effet à ce qu'au village, dans le quotidien, elles répondent aussi bien à leurs obligations coutumières qu'aux attentes sociales, tout en affrontant la concurrence de l'économie de marché. Les défis modernes que représentent l'épargne, la planification progressive et l'établissement d'un budget sont des réalités avec lesquelles les femmes se familiarisent dans le cadre de leurs activités de commercialisation.

Malgré tout, le rôle que jouent les femmes dans le secteur de la pêche et la valeur du travail qu'elles y effectuent ne sont pas pleinement reconnus. Cela tient à ce que l'on part du principe que leurs activités dans ce secteur, notamment celles de nature commerciale, font partie de leurs tâches quotidiennes, et qu'elles ne constituent pas des activités économiques indépendantes.

Les défis

En participant au secteur de la pêche, les femmes ont, certes, accédé à l'indépendance et à l'autonomie ; elles restent toutefois confrontées à de nombreuses contraintes et difficultés. Il existe plusieurs domaines dans lesquels les pouvoirs publics et les organisations de femmes peuvent aider les Fidjiennes qui pratiquent la pêche.

Les institutions et les réseaux auxquels font appel les femmes à l'échelle locale devraient être reconnus et exploités par les praticiens du développement travaillant auprès des femmes pêcheurs. Les réseaux ruraux pourraient accroître les débouchés commerciaux. Par exemple, plutôt que de passer par des intermédiaires se trouvant dans de lointains marchés, les femmes pêcheurs pourraient échanger ou acheter des produits de la mer auprès d'autres groupes de femmes.

De tels réseaux pourraient également faciliter le transfert d'informations et de technologies relatives à l'amélioration des techniques de pêche, de transformation et de préservation. Ils peuvent également servir à faciliter les activités d'éducation et de sensibilisation ciblant tout particulièrement les femmes. En enrichissant leurs connaissances, les femmes pourraient être mieux en mesure de faire face aux problèmes liés à l'utilisation de techniques de pêche destructives, à la surpêche, et aux incidences à long terme de l'appauvrissement des ressources.

Les modalités de transport et les conditions de vente propres aux marchés doivent être examinées de près par les décideurs et les groupes communautaires, notamment l'administration fidjienne, les ONG de femmes, les

autorités municipales et les organisations professionnelles. L'introduction de technologies visant à alléger la charge de travail et à améliorer la santé des femmes participant aux activités de pêche et de transformation devrait aussi être sérieusement envisagée. Les connaissances et compétences traditionnelles que possèdent les femmes dans le domaine de la pêche devraient être consignées et préservées. De telles informations seraient utiles à l'exploitation durable des ressources, et pourraient favoriser la mise en œuvre d'initiatives de gestion des ressources côtières.

Une évaluation adéquate de la pêche de subsistance est essentielle. En particulier, il convient d'évaluer avec précision la participation des femmes afin de fournir des données aux responsables chargés de coordonner les efforts de développement de la pêche. La disponibilité de données précises concernant leurs activités commerciales pourrait également aider les femmes pêcheurs à obtenir des prêts et une aide financière à petite échelle.

Il est nécessaire d'offrir une formation et une assistance adéquates aux femmes participant au commerce en expansion de produits de la mer cuits, de manière à ce que ceux-ci répondent aux normes nationales de salubrité des aliments. Il existe également un besoin de sensibiliser les femmes à la valeur des aliments frais qu'elles vendent, et à la valeur nutritive relativement faible de nombreux aliments qu'elles achètent avec leurs revenus de pêche.

Le Ministère de la condition féminine et de la culture et les ONG de femmes aux Îles Fidji pourraient œuvrer à la création d'une organisation nationale de femmes pêcheurs qui représenterait également les marchandes de poissons et les travailleuses de l'industrie de la transformation du poisson. Une telle organisation aurait également pour rôle d'examiner les moyens à prendre pour faire face aux excédents de produits de la mer de manière à ce qu'ils puissent être conservés pour la vente.

L'avenir

La participation des femmes au secteur de la pêche s'est étendue aux activités de valorisation, de distribution et de commercialisation. Ce rôle étant méconnu et peu documenté, les femmes éprouvent des difficultés à s'organiser officiellement en tant que travailleuses de la pêche. Ces activités sont considérées comme faisant partie des tâches ménagères leur incombant et non comme des activités économiques à part entière. Par conséquent, on continue à s'attendre que les femmes accomplissent tous leurs travaux ménagers, même si la pêche et les activités de commercialisation accaparent une grande partie de leur semaine de travail. Dans les sociétés rurales fidjiennes structurées de manière traditionnelle, les rôles des deux sexes sont bien définis, et les femmes doivent se conformer à leurs obligations coutumières et ménagères, malgré leurs nombreuses activités à l'extérieur du foyer. Elles doivent s'efforcer de remplir aussi bien leurs rôles modernes que traditionnels dans le cadre de leurs activités de commercialisation des produits de la mer.

La mondialisation a obligé les habitants des villages de pêche à élaborer des stratégies pour assurer leur subsistance. Les femmes font appel à leurs réseaux et groupes d'entraide communautaire pour survivre dans une économie de marché axée sur la concurrence. Elles n'ont toujours pas de pouvoir de négociation, étant exclues du processus de prise de décision dans les villages. En outre, elles n'exercent pas un contrôle suffisant sur les ressources susceptibles de leur permettre de lancer leurs propres entreprises. Et cependant, malgré ces défis, elles évoluent en tant qu'acteurs "invisibles" de l'économie de marché moderne, s'efforçant de répondre aux besoins essentiels de leur famille. Pour que cette situation change dans le contexte d'une culture très patriarcale, les pouvoirs publics fidjiens devront créer un cadre juridique favorisant la reconnaissance, la protection et le renforcement des droits des femmes.

Bibliographie

- Ram Bidesi V. 1993. Women in commercial fisheries in the South Pacific: A focus on the Fiji situation. p. 105–119. In: South R. (ed.) *The Ray Parkinson Memorial Lectures: Marine Resources and Development*. Suva: PIMRIS, University of the South Pacific.
- Rawlinson N.J.E., Milton D.A., Blaber S.J.M., Sesewa A. and Sharma S.P. 1996. A survey of the subsistence and artisanal fisheries in rural areas of Viti Levu, Fiji. Fisheries Division, Suva.
- Veitayaki J. 1998. Traditional and community-based marine resource management systems in Fiji: An evolving process. *Coastal Management* 26:47–60.
- Vunisea A. 1994. Traditional marine tenure at the village level: A case study of Ucunivanua, Fiji. p. 200–207. In: South G.R., Goulet D., Tuqiri S. and Church M. (eds.). *Traditional marine tenure and sustainable management of marine resources in Asia and the Pacific*. International Ocean Institute-South Pacific, Marine Studies Programme, The University of the South Pacific, Suva.
- Vunisea A. 1996. Subsistence fishing, women and modernization in Fiji. A masters thesis. Unpublished. University of the South Pacific.